Miguel de Barros

Ancestralité, reconstruction et démocratie

Raquel Paris

| Guinée Bissau |

traduit par Déborah Spatz

Miguel de Barros, j'aimerais que tu contextualises d'où tu viens. Nous avons pensé commencer en parlant de ton enfance, comment a été ta jeunesse, parce qu'on comprend toujours que dans ces moment, il existe une rupture, quelque chose ses passe.

Miguel de Barros : Je ne parle pas de moi, je parle de mon pays. Et en parlant de mon pays, je peux dire où je m'intègre, de cette manière, je ne fait pas de moi une vedette. Mais je vais mentionner les éléments les plus essentiels, le plus critiques, les plus innovateurs.

Mon pays, la Guinée-Bissau se situe sur la côte occidentale de l'Afrique. Sa superficie est de 13 600 km2, et comme je l'ai déjà dit, son territoire est équivalent à celui de l'état brésilien de Sergipe. Sa population n'atteint pas les 2 millions d'habitants. Ce pays compte plus de 33 groupes ethniques. Parmi ces 33 groupes, chacun à sa langue, sa culture, son système de société, sa structure de gestion de la collectivité. Dans ce territoire, il y a des choses très belles, ça a été, par exemple, le dernier empire précolonial Africain. En d'autres termes, avant l'arrivée des occidentaux, il y existait déjà non seulement une civilisation, mais aussi une idée et une administration. C'était l'empire de Gabu, intégré au grand empire du Mali et qui plus tard, grâce à sa lutte et à la victoire d'un autre groupe ethnique est parvenu à avoir

son autonomie par rapport à l'empire du Mali. Il s'agit, par conséquent, de la dernière civilisation précoloniale en Afrique, elle se trouvait sur le territoire qui aujourd'hui est celui de la Guinée-Bissau, c'est donc un territoire plein d'histoire.

On trouve sur ce territoire également des dynamiques culturelles très intéressantes, il y a, par exemple, des groupes ethniques dont la structure de gestion politique est orientée par des logiques de société verticale, avec des règles, une sorte de régime monarchique, avec du sang bleu, des lignées qui détiennent le pouvoir de gestion et d'administration de leur propre espace, mais il y a des groupes ethniques, qui prêchent des religions de matrices africaines, dont le modèle social est complètement horizontal. Il n'y a pas de chef, pas de structure réglée, la terre est une propriété collective, le travail est bien collectif et le produit du travail est aussi une plus-value collective. Il y existe tout un monde de solidarité et d'entraide, de mobilisation qui permet que l'essence de la vie soit partagée d'un point de vue collectif. Mais, il y a des groupes ethniques qui ont basé leur structure sociale sur la base du matriarcat, les Bijagós, par exemple.

La propriété appartient à la femme, la maison appartient à la femme, c'est elle qui construit la maison, c'est la femme qui donne le nom, c'est la femme qui gère le sacré, le spirituel. Ce sont des éléments qui ont un grand pouvoir de décision et de déférence au sein de la communauté, celle des Bijagós. Imaginez maintenant que dans ce territoire, composé de 33 groupes ethniques, chacun ayant sa langue, son modèle de gestion, apparaît une langue qui n'appartient à aucune des ces groupes ethniques, qui n'est pas le portugais, c'est le Créole, compris comment un facteur de coalition, d'unité nationale et qui a été utilisé comme un instrument pour la lutte anticoloniale. C'est un élément très important mais dont toutes ces caractéristiques ont dû être confrontées à beaucoup d'adversités.

Le Portugal déclare que la colonisation a duré 500 ans, ce qui n'est pas vrai. Il y a eu 500 ans de luttes et de résistances. Ils n'ont jamais réussi à consolider une administration coloniale sur ce territoire parce que ces groupes n'étaient pas homogènes et sont parvenus à mieux bloquer les intérêts coloniaux. Ainsi, c'est seulement durant les cent dernières années de présence portugaise en Afrique qu'ils étaient effectivement présents dans certaines zones du littoral, qu'ils géraient certaines administrations. Il y a eu une résistance

forte, certains administrateurs portugais militaires ont même été tués lors de révoltes populaires sur le territoire de la Guinée-Bissau. Il s'agit dont d'un espace connu comme un espace de résistance. Mais c'est aussi parce que la vision du Portugal par rapport à la Guinée-Bissau était principalement celle de l'exploitation.

Si on regarde les manuels scolaires du Portugal, qui jusqu'aujourd'hui parlent des découvertes et des produits commercialisés, il y avait des hommes esclaves, de l'ivoire, de l'or et d'autres éléments, mais ces trois-là apparaissaient comme éléments principaux de la commercialisation. Donc, qu'est-ce que tout cela à provoqué ? Le fait que la gestion de l'administration coloniale soit confiée à des militaires, à des hommes de l'armée. Jamais la Guinée-Bissau ou la Guinée Portugaise n'a eu, à ce moment-là, un administrateur civil. Tout s'est toujours passé au sein du régime militaire. Quelle a été la surprise ? Quand la lutte pour la libération a commencé, au début des années 1960, après la révolte causée par le massacre des travailleurs portuaires sur le port de Bissau, le mouvement populaire est parvenu à avancer vers la lutte armée. Après un certain temps, huit, dix ans, 90% du territoire était sous son contrôle. Mais cela a été le pire champ de bataille pour le Portugal parce que la guerre a duré 11 ans, le pays en est sorti vaincu, fortement vaincu et les clivages créés entre le mouvement ont été cruciaux en marquant de forts clivages, par la suite, en Guinée-Bissau elle-même.

Le Portugal a eu, par exemple, un contingent très grand de militaires, cependant, la majorité de ces militaires faisaient partie de milices locales et ont été utilisés pour combattre les frères. Il s'agit ainsi d'un élément fort parce que, après l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau, le Portugal a créé une politique de ségrégation sociale et raciale appelée Loi de l'Indigénat, en d'autres termes, les personnes indigènes devaient prouver leur civilité pour obtenir le statut de citoyen Portugais. Il y avait, donc, pour cela plusieurs catégories de sauvages, en passant par les gentils, les assimilés et les civilisés. Les Civilisés étant ceux qui étaient Portugais.

Cela signifiaient le manque d'accès à l'éducation, de services civiques, d'un ensemble de services et les personnes devaient prouver, par le baptême, par l'attribution de normes portugaises, par un ensemble qui regroupait le fait de savoir parler portugais, manger à table avec des couverts, avec un lit en bois et non pas un matelas au sol, un ensemble de

choses qui empêchaient, à priori, toutes possibilités aux gens d'être considérés des citoyens de pleins droits.

Ainsi, au moment de l'indépendance, le pays hérite aussi de ce clivage, de toute cette ségrégation. Mais le pire dans tout ça, c'est que quand l'indépendance est arrivée, unilatérale, proclamée par le mouvement libérateur, le PAIGC, en 1963, reconnue seulement un an après par le Portugal, en 1964, à ce moment là, il a été prouvé que, durant toute cette époque de colonisation, seulement quatorze personnes natives de Guinée-Bissau avaient eu accès à l'enseignement supérieur, avaient une licence, en d'autres termes, avaient été diplômées.D'un côté, il y a la ségrégation raciale, l'absence d'administration, et il n'y a pas de connaissance. Toute la structure économique et commerciale a été mise en place par le colonisateur. Il n'y a pas d'infrastructure interne, pour permettre, par exemple, une certaine capacité de développement. C'est donc dans cet État que, ceux qui étaient vivants, ont hérité du régime colonial. Un État ayant un niveau de ségrégation élevé, de faibles capacités d'infrastructure, de capital humain et qui a aussi ridiculisé et énormément diminué le potentiel se trouvant dans les cultures populaires et les savoirs traditionnels.

Gabrielly Pereira

Mais revenons au PAIGC, le Mouvement de Libération a définit des choses importantes : la priorité à l'éducation, à la culture à cause de l'identité et à la construction du nouveau cadre de référence, c'était également une économie planifiée et une question d'unité africaine. La lutte de libération de l'Indépendance de la Guinée-Bissau a également accompagnée le Cap-Vert, défendant l'indépendance de tous les autres pays sous le joug colonial, conduite par Amílcar Cabral.

Ainsi, de 1974 à 1984, a eu lieu la révolution. Par exemple, le nombre des personnes qui ont eu accès à l'éducation a augmenté. Des écoles ont été construites dans tous les espaces nationaux, cela même avant l'indépendance. Le PAIGC construisaient des écoles dans les zones qu'il avait réussi à libérer. C'était les écoles des zones libérées. Il y a fait une campagne énorme pour que ceux qui avaient au moins étudier jusqu'en quatrième année enseignent dans ces écoles. Cela a attiré énormément de personnes, à tel point qu'en 1977,

1979, un illustre Brésilien est arrivé là-bas, comme exilé, pour y travailler, pour implanter la pédagogie de l'opprimé : Paulo Freire. Il a vécu en Guinée-Bissau deux ans. Il a créé des brigades d'alphabétisation en langue maternelle, grâce au théâtre de l'opprimé, entre autres choses. C'est cela qui a permis, d'un côté, non seulement, de travailler pour l'augmentation de l'offre éducative mais aussi pour l'alphabétisation. Ce fut un moment d'effervescence. En dix ans, nous avons eu près de trois-cents diplômés dans l'enseignement supérieur qui sont revenus au pays. Le pays a grandi et a créé un bon mouvement.

Mais qu'est-ce qui se passe? À la fin des années 1980, une espèce de crise du pétrole a mené à une nouvelle rationalité par rapport à l'aide publique au développement, et c'est là que qui entre en jeu ? Le FMI, la Banque Mondiale.

Alberto Aleixo: Un ajustement global.

Miguel de Barros : On l'appelle en Afrique, le Programme d'Ajustement Structurel. Je pense qu'il s'agissait surtout d'un programme de désajustement structurel. Que s'est-il passé dans le cas de la Guinée ? Je suis née en 1980, à ce moment-là, à cause des clivages liés aux question identitaires de ceux qui venaient du Cap Vert, qui étaient dans l'administration publique coloniale mais qui participaient également à la lutte de libération et qui étaient au pouvoir politique, a créé une espèce de clivage avec les autochtones, qui réclamaient plus de pouvoir. C'est là qu'a eu lieu le premier coup d'état, en 1980.

Je suis née et quatre mois plus tard, il y a eu le coup d'état. Je suis dont le fruit de l'époque de ces transformations. À six ans, j'assiste à la libération économique, à la fin de la planification économique et à ce qu'ils appelaient le commerce libre, la réduction de la capacité de l'État. Il y a quatre choses que je peux dire de cette époque, des années 1980 et qui m'ont marqué de manière très claires, par exemple : d'abord, du point de vue alimentaire, nous avions une économie diversifiée, nous avions une production intégrée. L'agriculture, la floriculture, l'horticulture, la riziculture, la sylviculture, la pisciculture. Et pratiquement tout arrivait à table, parce que le marché permettait cet échange, cette distribution. Il y avait un service pastoral agressif qui soutenait les producteurs. Tout cela

s’est terminé. On nous a donc dit qu’il fallait payer les dettes, le pays avait besoin d’attirer des devises, c’est pour cela que le pays devait produire pour un marché, c’est la que nous sommes entrés dans une logique de régime de production de monoculture. Et quelle est la meilleure monoculture ? La pomme de cajou. Pour mieux exporter la noix de cajou pour pouvoir payer la dette et attirer les devises. L’économie s’est donc appauvrie radicalement. On a ainsi ressenti l’affaiblissement de la classe moyenne, la transformation de l’espace urbain, l’exode rural, parce que l’État n’existait pas dans les zones rurales, et l’appauvrissement des familles. Ce fut une période de grandes tensions.

Un autre élément important qui m’a marqué durant cette période, c’est le fait que l’État ait arrêté de financer le système éducatif. Par exemple, en primaire, j’avais huit heures de cours, quatre heures en salle de classe et quatre heures d’activités extracurriculaires, comme des cours d’éducation musicale. Avant d’apprendre à jouer du piano, du xylophone, de la guitare, nous devions apprendre à jouer des instruments traditionnels de la Guinée-Bissau : la kora, le bombolong, le balafon, le djembé, pour comprendre quelles en sont les sonorités et comment tout ça se retrouve dans notre spiritualité, dans notre identité. De plus, les musiques que nous apprenions étaient chantées en créole, nous chantions des musiques éthniques pour nous comprendre ensuite ce que Bethoveen dit et ce que d’autres groupes disent. En d’autres termes, nous n’étions pas complètement exclus de ce qui formait la culture mondiale érudite mais nous avions notre culture populaire.

Il y avait aussi des disciplines comme, par exemple, le travail productif. Pour nous, le repas provenait de la production de notre propre école qui fournissait les cantines scolaires. Non seulement les élèves mais également les professeurs participaient, toute la communauté scolaire se mobilisait pour produire le repas de l’école. Qu’est-ce que cela a d’important ? La perspective de l’éducation alimentaire nutritionnelle. Nous savions comment mesurer un terrain, comment faire une greffe de plantes, comment le croisement d’une orange et d’un citron peut aboutir à une clémentine. Nous savions tout cela. Cela a cessé d’exister et nous avons eu des cantines dans lesquelles la farine était importée, avec des boîtes de conserves pour nourrir les filles et les garçons.

Il y avait aussi à l’école, une discipline intéressante appelée « travaux d’atelier », c’était tout

ce qui était artistique : la coupe et la couture, le travail de l'argile, la sculpture. Il y avait une autre discipline appelée « formation militante » qui enseignait la conscience historique et politique du pays : ce qu'était l'Afrique, ce qu'avait été l'esclavage, la colonisation, qui sont les héros et pourquoi le peuple lutte pour la libération, quel est le comportement du nouvel homme et de la femme guinéens dans un contexte d'indépendance.

Amilcar Cabral disait : « penser avec nos propres têtes, marcher avec nos propres pieds et avoir la dignité de n'importe quel citoyen du monde ». La formation militante, c'était cela. C'était l'activisme, mobiliser les gens sur le fait qu'elles ne vont pas à l'école seulement pour leur formation professionnelle, mais pour être des citoyens de leur pays et de l'Afrique, pour transformer l'Afrique. C'est donc cela qui a pris fin dans le système éducatif avec les exigences de la Banque Mondiale. Nous n'avons plus eu que trois heures de cours, quatre jours par semaine parce que la municipalité faisait pression et que la demande avait augmenté. Après la réduction des jours de cours, l'école a cessé d'être un espace créatif, de pensée, c'est devenu un espace de mémorisation, dans lequel les contenus plus affirmatifs ont cessé d'exister, ils ont mis au programme des disciplines comme l'éducation sociale. Une espèce de déconnexion du système éducatif a eu lieu, liée au compromis de transformation de la société.

Le pire dans tout ça, c'est que quand on sort du système éducatif, on n'a aucune compétence technique qui permet d'arbitrer la relation avec le marché du travail. C'est ce qui a mené à un clivage fort dans la société, à des manifestations qui ont mis en cause tous les régimes et ont mené également à une certaine néo-colonisation parce que le système de compétencesa commencé à s'adapter en fonction de ce qui faisait partie de l'agenda international et qui ne correspondait pas à l'agenda national. Cela ne satisfait pas non plus la condition de citoyenneté du propre élève, et c'est dans ce scénario de clivage, avec des tensions politiques, que nous cherchons la libération politique.

Même si la situation interne était tendue, le club de Paris, avec les donateurs internationaux, nous a dit : « À partir de maintenant, nous pouvons apporter notre aide au développement mais seulement si vous entrez dans la démocratie, si vous commencez à faire des élections. » En d'autres termes, le processus de démocratisation du pays n'a pas

été un processus construit à partir d'un agenda interne, ni à travers un compromis à propos de la démocratie souhaitée.

Dans ce contexte, en 1994, nous avons eu à la première élection avec plus de la moitié de la population analphabète, qui ne savait pas ce que sa voie signifiait, mais qui savait comment voter pour que la voie compte. C'est ce qui a mené à la construction de partis politique avec une tendance ethnique, régionaliste, populiste, dont l'intérêt était de sauvegarder l'entrée au Parlement, du jeu politique, pour pouvoir se bénéficier des ressources de l'État. Résultat : en 45 ans d'indépendance, nous avons 49 partis politiques. Mais qu'est-ce que cela représente en capacité, en compromis, en projet politico-social de transformation ? Zéro.

Dans cette perspective, le pays entre dans un système de coups d'État, dans une situation de grande tension sociale, de guerre civile, même s'il n'y a pas de camps de réfugiés. On remarque que le clivage est politique mais la cohabitation est parfaitement pacifique. Dans ce contexte, nous étions déjà en plein dans les mouvements associatifs juvéniles et nous avons commencé avec une action forte de mobilisation juvénile autour des questions les plus critiquées par les jeunes : l'espoir par rapport au futur, la transition vers la vie adulte, le droit à l'éducation, la mobilité, l'emploi, et c'est ce qui a permis de créer un vrai mouvement associatif juvénile qui a ouvert la voie vers plusieurs actions et qui a permis de ne pas juger la manière de concrétiser une compétence que l'école ne donnait pas, mais principalement, de sauvegarder une intégration pour les jeunes, parce que c'est le pays avec le taux de violence le plus bas d'Afrique Occidentale. À tous le niveaux, il y a un comportement éthique, civique.

Et pour tous les États fragilisés, comme la Guinée-Bissau, après des conflits, avec toutes les questions identitaires à régler, et toutes les fragilités du point de vue financier, ce qui se passe, c'est qu'il existe un abordage néocolonial qui retire la capacité de ces états à être de libres penseurs pour implanter leurs propres politiques. Mais, en même temps, on les positionne comme s'ils avaient des problèmes les uns avec les autres. Comme le dit le dicton « chez les pauvres, tout le monde à faim, mais personne n'a raison ». Même comme ça, des dynamiques très intéressantes sont apparues dans les mouvements sociaux, dans les forces politiques, grâce à des personnes qui n'ont pas la tradition du positionnement politique et

qui ont une vision et la mission de la transformation sociale. Beaucoup de mouvements jeunes, des femmes, des agriculteurs et tout cela a permis un abordage beaucoup plus pragmatique dans le sens public de la rationalité civique.

Mais en même temps, cela mène à l'amélioration des acteurs du système politique. Il y a, maintenant, de meilleurs candidats, les partis présentent tous leurs programmes, les candidats au poste de députés sont connus, il y a des débats publics et un scrutin très fort. Par exemple, lors des dernières élections, j'ai dirigé un groupe de la société civile qui a fait le contrôle électoral grâce à plus de 480 contrôleurs au niveau national, qui ont vérifié, pendant neuf mois, le registre électoral de la campagne d'éducation civique, de campagne électorale, de l'acte, jusqu'au contage des voies et même du transports de l'urne. Tout cela a donc renforcé la sécurité et donné plus de confiance quant au fait que tout peut bien se passer.

La rationalité économique, d'un autre coté, ne doit être basée ni sur le modèle extra activiste, ni sur le modèle de la Banque Mondiale. Toute une philosophie qui articule la souveraineté alimentaire, productive, économique, financière, doit être repensée. Et à propos de la souveraineté financière, il y a un élément important, c'est le fait que la monnaie de la Guinée-Bissau soit une monnaie d'Afrique Occidentale qui a, cependant, une parité et une référence de l'ancienne monnaie française, le Franc français. Notre monnaie, c'est le franc CFA. Et à qui appartiennent les redevances pour garantir la sécurité du change ? À la France. Nous payons la France pour avoir une monnaie que ni même la France souhaite avoir. Ce sont ces choses là qui existent.

Le défis des pays africains, donc, c'est d'être capable de s'émanciper politiquement et de construire un modèle de transformation qui permette, au moins, d'avoir une même vision de ce qu'ils seront, effectivement, des possibilités de construire des processus plus endogènes et que ces processus endogènes permettent la mobilité, les servies, les biens, mais aussi les relations de partenariats entre semblables.

Alberto Aleixo : En moyenne, combien de temps durait un régime, un gouvernement ?

Miguel de Barros : Nous n'avons jamais eu un gouvernement qui est arrivé à la fin de la législature, jamais. Nous avons eu 20 ans de démocratie, nous avons fait 5 élections, nous avons subi 10 coups d'état. C'est cela le régime. Depuis 1984, le régime est sous tutelle, de 1984 à 1991, il a été sous tutelle du FMI et de la Banque Mondiale. Depuis 1995, une tutelle de la CEDEAO, Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest, avec une monnaie régionale. Et ensuite, à partir du conflit avec force d'interposition militaire. Et à partir de 2000, avec la présence du bureau spécial des Nations Unies pour le maintien de la paix, qui n'a pas tiré une seule fois. Plus pour justifier le statut de quelque chose qui n'existe pas parce que personne n'a tiré sur personne et il n'y a pas de guerre civile, ni rien.

Par contre, ce contexte a vraiment permis l'émergence d'une société civile beaucoup plus active. La libération a eu lieu effectivement en 1994 avec les premières élections partisanes, cependant en 1991, il y avait déjà eu une reconnaissance de certaines ONG. *Tineguena*, par exemple, dont je fais partie, a été fondée par Augusta Henriques qui a travaillé avec Paulo Freire en 1991 et qui s'est revendiqué comme une organisation environnementales. Les femmes étaient les plus progressistes, éco-féministes, mais d'autres organisations sont apparues, comme la Ligue Guinéenne des Droits de l'Homme, qui agit pour le développement, intervenant beaucoup pour l'agriculture, pour les communautés. *Aternar*, très tournée vers l'éducation. Dans un premier temps, ces ONG étaient des organisations extrêmement militantes mais également professionnelles, avec une formation de haut niveau et qui avait un lien avec les structures communautaires, locales.

Durant l'époque post-conflits, en 1998, 1999, nous sommes passés de ce régime vers un espèce d'effervescence d'organisations, plus d'intervention par rapport à l'urgence, mais avec une grande présence d'organisations internationales, étrangères venue dans un contexte publicitaire, d'aide publique au développement, en d'autres thermes, je vais financer un projet pour la sécurité alimentaire, mais c'est une ONG européenne qui l'exécute, c'est l'Europe qui achète les équipements, amène l'assistance technique, ne paie pas d'impôts, et toute la structure pensante, c'est l'Europe. Où est l'aide publique ?

Tout doit être fait dans un contexte d'origine. Et en Guinée-Bissau, c'est ce qui a permis le

sauvetage des deux choses. La première chose, c'est que tout ce qui appartenaient aux organisations populaires, traditionnelles, qui ne font pas partie de cette chaîne de coopération, mais aussi l'apparition de certains mouvements sociaux, j'ai écrit un livre à propos de ça, História da Socidade Civil [NT : Histoire de la Société Civile], qui sont des personnes politiquement organisées ou des collectifs organisés. L'articulation entre ces deux mouvements de groupes populaires et traditionnels a permis de sauvegarder les compétences culturelles. Par exemple, créer un système de mutualité de crédits. Un groupe de vendeuses de poissons a un système de crédit rotatif. Avec ce système de crédit rotatif, chaque mois, l'une d'entre elle reçoit l'argent et elle peut l'investir de la manière qui lui convient. En plus de ça, elles créent des fonds qui permettent une mutualité dans le domaine de la santé. Elles construisent ainsi ces agendas et les ONG nationales les soutiennent pour la structure, elles les aident à gérer comme s'il s'agissait d'un régime de cogestion.

Cela a permis, par exemple, de créer des zones protégées par la gestion communautaire, de créer des fonds de soutient pour l'entreprenariat féminin, de créer, par exemple, des initiatives de financement de bourses d'étude pour que les filles entrent à l'université. Cela a donné un coup d'accélérateur au pays et l'économie est devenue plus populaire que l'économie officielle. Je dis souvent l'économie informelle qu'il n'y a rien de plus formel qu'elle. Des personnes paies leurs impôts, même s'ils n'ont qu'une place au sol, ils exposent leur produits, paient le Ministère des Finances, paient le Ministère du Commerce, tout est lié. Cependant la rationalité ce n'est pas de contribuer pour payer des impôts à l'état, mais la plus-value doit être investie dans l'activité économique pour que cela génère ensuite la capacité de construction d'une autonomie.

Et bon, il y a un climat très favorable d'appropriation de conscience civique, politique, qui a permis à un pays dans lequel le système politique est extrêmement machiste, d'approuver par exemple la Loi de Cota, 36% de la représentation politique doit être occupée par des femmes. En d'autres termes, ce sont ces choses là qui se passent. Je parlais des repas dans les cantines scolaires, que tout était importé, nous sommes parvenus à faire passer trois projets très importants en l'espace de trois ans. D'abord nous avons fait introduire, par l'État, dans le système éducatif, dans le programme, des disciplines d'éducation alimentaire et nutritionnelle d'éducation environnementale. L'année dernière, nous avons amené l'état à

assumer qu'au moins 30% des achats et des aliments pour les repas scolaires doivent provenir de l'agriculture familiale paysanne. Et que dans ces 30% provenant de l'agriculture familiale paysanne, 30% devra être acheté auprès de femmes, c'est déjà ça.

Le nombre de filles dans les écoles augmente, la capacité économique est en train d'augmenter, la possibilité d'éducation a augmenté parce qu'il y a des potagers. Et nous avons maintenant approuvé notre stratégie d'atteindre la faim zéro en 2030, pour laquelle le gouvernement, grâce à l'initiative de la société civile, a déjà une stratégie sur le long terme. Ce sont ces choses-là qui arrivent. Nous avons un pays avec un état institutionnellement fragile, mais qui à une société civile extrêmement forte et active, et qui parvient à influencer l'agenda public. Tout ce qui est de l'intérêt collectif et qui en même temps, dans sa structure très spontanée, a la capacité de revendiquer des manifestations contre les militaires responsables du coup d'état, contre les ministres corrompus, contres les Nations Unies qui ne joue pas son rôle, contre l'existence d'une monnaie de base néo-libérale et néocoloniale avec le système français. Nous nous trouvons donc dans la meilleure phase d'effervescence de la Guinée-Bissau.

Miguel de Barros : Nous avons, en Guinée-Bissau, un contexte très favorable. L'état ne financie pas la société civile, il fait seulement des exonérations. La société civile a donc une meilleure autonomie pour chercher son financement. Je refuse, par exemple, de chercher des financements de l'Union Européenne. Je vais rechercher des financements militants qui ont une vision commune à la notre, qui ne veulent pas connaître nos projets mais qui veulent financer notre processus d'émancipation. Et donc, à la place de la logique de faire des projets à courts termes et à impacte immédiat, je vais élaborer une réflexion stratégique dans laquelle j'introduis cette pensée stratégique la capacité d'autonomie et aussi financière. Ce que cela signifie ? Des activités génératrices de salaire, une activité créative, un entreprenariats durable, pour que dans ce projet politique, il y ait toujours une partie qui permette d'attirer des ressources pour l'autofinancement.

Les organisations qui parviennent à atteindre ce niveau ont le plus grand niveau d'autonomie, ainsi que la plus grande capacité à éviter tous les systèmes de cooptation politique. Ces organisations développent donc leurs projets d'entreprises, leurs plans de

gestions des ressources humaines, leur plan de captation de financements et en même temps, leur manière de transformer leur propre nom en une marque, qui peut être aussi vendue comme un produit. Il peut s'agir de prestation de service, de produits alimentaires, de la production de connaissance, de la recherche appliquée, de l'accompagnement des politiques publiques. Tout ce la permet d'avoir des éléments dans l'organisation qui travaillent, non seulement comme des professionnels mais aussi en tant qu'activistes, et, en même temps, cela crée une relation, une sorte d'équité dans la propre proposition.

C'est ce qui se passe au Canada, d'une manière très belle, ça se passe également dans certains pays d'Afrique. En Guinée, nous avons décidé que dans les cinq prochaines années, nous n'allons plus recourir au financement de l'Union Européenne. Nous allons chercher des fonds alternatifs et gérer nos propres fonds, découvrir des choses que nous ne savions pas que nous pouvions faire. Nous avons par exemple créé des marques de produits de la terre et de la mer, la transformation de la fleur de sel, du miel biologique, du savon biologique, de l'huile de palme, du riz complet. Tout vient d'une initiative que nous avons eu et que nous développions juste comme ça, mais maintenant, nous soutenons les communautés locales ou en modèle de coopération familiale, des micro-entreprises ou en modèle associatif ou produit par des associations exclusivement féminine**.** Nous nous occupons de tout ce qui concerne le marketing, la marque, la distribution et 90% des recettes des ventes revient à celui qui a produit, 10% sont pour nous, pour payer toute l'activité de promotion de la vente et payer les salaires.

Nous n'avons donc pas besoin de financement pour tout ce qui est crucial pour nous, mais pour ce que nous voulons apporter grâce à un encouragement, là il faut chercher un financement comme quelque chose de complémentaire, qui ne remet pas en cause notre vision. Ça, c'est très important. Ensuite, pour sauvegarder la question de la cooptation de ce que nous faisons, nous avons deux projets plus intéressants. Ce sont des projets qui ont un financement moins important mais qui ont le plus grand impact, ce sont les contrôles des politiques publiques. Nous contrôlons tout ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles, la pêche, le pétrole, les mines, le sable lourd, nous allons donc nous tournés vers d'autres entités pour donner des informations, faire des missions et ils nous paient. Parce que nous montrons comment l'état respecte ou non les directions nationales, internationes sur la question de la gestion des ressources naturelles et nous sommes intégrés à des

plateformes qui nous donne de l'argent pour faire ce travail.

Nous accompagnons la gouvernance comme un processus électoral et nous recevons également des dons d'organisations philanthropiques pour continuer à réaliser ce travail car il est important de sauvegarder le niveau de démocratie. Il y a une liste d'achat d'aliments des agriculteurs, des producteurs ruraux pour les cantines scolaires, au lieu d'acheter les aliments hors du pays, ce sont nous qui gérons, achetons directement aux producteurs et nous nous assurons qu'ils continuent à recevoir l'argent et que les produits arrivent dans les cantines scolaires.

Raquel Paris : Comment la jeunesse occupe-t-elle ces espaces démocratiques et la lutte sociale ?

Miguel de Barros : En Afrique Occidentale, plus de 60% de la population est jeune, elle a moins de 40 ans. D'ailleurs, le dernier prix que j'ai reçu est exactement la distinction des figures en Afriques Occidentales qui sont un impliquées dans un processus qui prouvent qu'il y a une population majoritaire mais qui se trouve un peu invisibilisée dans un processus de transformation. Tout cela dans un processus de décision politique. Ce sont donc eux qui cartographie un ensemble de jeunes du secteur privé, de la politique, de la société civile, de la diaspora qui a participé un peu et construit cette vision alternative. Pour quoi est-ce que cela est important ? Parce qu'ayant une population majoritairement jeune, les politiques publiques ne sont pas toujours tournées vers la jeunesse. Mais ce qui est le plus grave, c'est que nous avons une société africaine gérontocrate, avec une affirmation du pouvoir des plus vieux et principalement un pouvoir machiste et très autocentré sur ceux qui étaient à la base de la prise de décision.

Et comme nous avons l'habitude de le dire : « ce qui est pour nous, sans nous, contre nous ». Je peux pas dire que je veux faire une politique publique orientée vers les questions d'équité de genre si c'est politiques n'intègrent ni les demandes, ni l'espérance et la capacité des propres femmes. Parce que si non, la politique pour les femmes n'a aucune validité, et c'est pareil avec les jeunes. Ça ne fait que cinq ans qu'il existe une politique

nationale pour les jeunes en Guinée-Bissau, mais tout le processus électoral, la lutte pour la libration a été faite avec la jeunesse. Mais cela ne passait pas par quelque chose de concret. En 1994, avec la crise du système éducatif, il y a eu la première manifestation des jeunes qui ont bloqué toutes les écoles publiques, privés, communautaires, d'autogestion, tous ce sont arrêtés pour revendiquer le droit à l'éducation des jeunes. La ligne direction des nécessités des jeunes est apparue à partir de leurs propres collectifs. À ce moment là, les réseaux juvéniles sont apparus, tant dans l'espace urbain, rural, que dans la diaspora. La Guinée-Bissau est, d'ailleurs, le pays dont la langue officielle est le portugais ayant le plus d'association de jeunes et cela se retrouve dans la diaspora et partout. Mais ces associations, comme je le disais plus tôt, considéraient que des cours d'associationnisme, de volontariat, de gestion de projets, d'assainissement de base, de communication, de droits de l'Homme, de gestion de la santé comme faisant partie de l'intégration. Tous y ont eu ce genre de cours, avec les universités de la jeunesse, les écoles de volontariat. En d'autres termes, c'est ce qui a permis à la jeunesse de se connecter entre elle. Je connaissais des jeunes qui n'étaient jamais sortie de leur localité pour aller, par exemple, au sud ou dans la capitale. Mais ces programmes crées par les associations permettent une mobilités et une connexion très bonne et qui a aussi favorisé la constructions de projets, de microprojets, plus de jeunes ont pu obtenir une occupation. Mais même là, on a pas réussi a répondre à toutes les demandes. Nous n'avons, par exemple, pas de système public proposant des bourses d'études, les universités ne sont apparues que très tard et les jeunes n'ont pas accès au crédit, ce qui limitait donc leurs activités à caractère volontaire.

Quand on a vécu le conflit politique de 1998-99, conscient de cette fragiliét et conscient de la nécessité de main d'œuvre pour les forces de la guerre, les deux parties recrutaient des jeunes avec des promesses d'emploi. Dans le groupe qui, par exemple, était avec les forces gouvernementales, tous ont été intégrés à la police plus tard et c'est ce qui est arrivé également en Angola. Mais dans le groupe qui était de l'autre côté, belligérant de la junte militaire, tous ont été intégrés à l'armée. Parce que ces jeunes avec un faible niveau de scolarité n'avait pas de capital social, ni culturel et n'avait aucun réseau d'influence qui aurait pu leur permettre, par exemple, l'accès à une bourse, ou même à une mobilité beaucoup plus attractive. Ils ont donc opté pour la négociation de leur participation dans les forces belligérantes de la guerre. Certains ont obtenu un crédit et ont ouvert leur commerce. C'est ce qui a eu lieu en Guinée, au Sierra Léone, ou au Mozambique. C'est

arrivé dans tous les pays qui ont eu cette inquiétude: « nous avons de la main d'œuvre, si nous ne l'intégrons pas d'une certaine manière, celle-ci provoquera une situation beaucoup plus perverse ». Et les jeunes, conscients également qu'ils n'avaient pas d'autre possibilité, ont activé, d'autre part, leur stratégie et ont négocié leurs positionnements. Cependant, après deux, trois, quatre ans, avec l'appariation des premières universités publiques de Guinée-Bissau, il y a eu une espèce de rénovation de l'espérance, une adhésion brute des jeunes à l'université. Mais l'université, comme apparition dans un contexte de dynamisation, a été vidée de ce qui seraient des opportunités de fait, de travail et de garanties de la connaissance et d'un diplôme, en contrepoint, par exemple, à celui du Portugal, de Espagne, de France, qui ont un autre bagage.

C'est donc là qu'on commence à avoir un phénomène qu'on appelle celui de *Bancadas*, qui n'est rien de plus qu'une société de coin de rue. Des jeunes qui décide de se concentrés aux coins de rues du quartier, ils passent leur journées entières assis, à parler de politique, de football, d'art, de feuilletons télé, à parler de tout. Les personnes traversent donc les quartiers et retrouvent une quantité de jeunes dans ces espaces de manière permanente. Et ce qui se passe après : ils envoient des musiques à la radio dédiés à la *Bancada* de je ne sais quel quartier… « Nous savons que vous êtes là, nous sommes avec vous ». En d'autres termes, il y a une contingence, on va mettre notre précarité en avant pour que tout le monde voit que l'état nous a délaissé.

Raquel Paris : C'est donc conscient, ça ?

Miguel de Barros : C'est très conscient. Qu'est-ce qui finit par se passer ? Il comment à y avoir une critique publique : « maintenant les jeunes ne veulent plus travailler, ils passent leur journée assis par terre, à jouer aux cartes, à faire du thé, et je ne sais pas quoi d'autre. » La sensation devient très asphyxiante. Les parents voient que les enfants sont dans une situation sans espoir, ils n'ont pas la capacité de les influencer. Les dirigeants voient que les jeunesses partisanes ne parviennent pas à mobiliser les jeunes de toutes les *bancadas*, et c'est là que le phénomène *Bancada* commence. Ce phénomène « *bancada* » est accompagné d'une forte intervention du mouvement de musique RAP. Les jeunes de la musique RAP commence, donc, à autoriser les discours des indépendantistes, à dialoguer

avec des discours, à rechercher les communautés traditionnelles, à faire des échantillons de musique des rythmes américains et commencent à dénoncer toute la précarité juvénile. Au début, il y avait beaucoup de réactions négatives. « Ah, ces jeunes ne disent que des gros mots, maintenant, et je ne sais pas quoi ». Tout le monde consomme ça. Tout le monde. Les radios des chaînes publiques octroient 3 heures de suite au RAP. Quand on entre dans un transport public, on entend du rap. Même les enfants. Il n'y a que du RAP. Il y a donc eu une certaine asphyxie de critiques, tout le monde parlait du RAP, dénonçait le trafic de stupéfiants, la corruption, le clientélisme politique, tout se dénonçait, les violences domestiques. Il y a donc eu un boom de 1999 à 2012. Et d'ailleurs, pour les guinéens au Cap Vert, au Portugal, au Brésil, aux Etats-Unis, tous produisaient [de la musique] et [la] mettaientsur le marché. Les radios reproduisaient des vidéoclips, les diffusaient sur Youtube, il y a donc un climat de saturation par rapport à la critique des jeunes. C'est là que les programmes ont commencé, les financements ont commencé à surgir pour l'entreprenariat juvénile. Et en 2006, le programme d'actions a tenté de démarrer une stratégie d'emploi jeune en réponses à toute cette pression que les jeunes étaient en train de faire.

Mais les structures internationales, pour justifier une certaine intervention, ont obligé les réseaux les plus puissants à assumer certaines activités des associations juvéniles. En d'autres termes, les associations qui étaient en train de se disputer cette capacité devaient avoir leur financement. Mais pour avoir accès à ce financement et faire l'activité d'entreprenariat, elles [les associations] devaient, soit avoir un statut légal ou appartenir à un réseau qui reçoit des financements. Ce qu'on appelle institutionnalisation précoce a donc eu lieu, de manière revendicative pour les associations.

Et c'est avec ce mouvement de mise en action citoyenne que j'assume le slogan de Cabral : penser avec nos propres têtes, marcher avec nos propres pieds. Il y a le mouvement de Citoyens Conscients et Mécontents, le slogan, c'est « le peuple n'est pas un déchet », en créole « *povu i ka lixo* ». Ce sont eux qui ont commencé à nous pousser vers la rue. Il y a donc une transformation, en deux ans, il y a plus de 20 mouvements juvéniles qui s'insère dans l'agenda publique et qui ne veulent pas recevoir de financement, ni pour leurs projets, mais ils veulent avoir leur voixdans l'espace public. Nous nous trouvons dans une phase de grande effervescence du côté contestataire, mais aussi avec l'abordage de la construit parce

que ça doit être l'agenda politique. Une réforme profonde doit donc être faite, non seulement par l'élite politique qui gère la structure de défense de sécurité, mais aussi des officiers qui se trouvent dans la structure de défense de la sécurité. Pour que cela ait lieu, le système judiciaire doit passer par sa propre restructuration.

Le système judiciaire brésilien, de son côté, a eu dose excessive de politisation. Cette dose excessive de politisation finit par légitimer le caractère violent de la propre force de défense de la sécurité. Et le plus compliqué, c'est quand le Brésil croit que c'est grâce à la violence qu'il peut résoudre un problème d'inégalités sociales. Ce n'est pas en créant, par exemple, les BOPEs (Bataillon des Opérations Spéciales de police) et les compagnies de ce genre que les problèmes de marginalisation et de violence vont se résoudre. C'est grâce à des politiques publiques éxécutées aussi par les acteurs et les actrices impliquées dans les respect des droits de l'Homme.

Mais maintenant, le grand défis dans tout ça, c'est que nous devons défendre les droits de l'Homme, même de ceux qui nous torture. Nous devons être capables d'être radicaux mais sans perdre l'humanisme, ni l'intégrité. La manière dont nous faisons ça, signifie que nous ne construisons pas notre discours public, ni notre capacité de mobilisation, à partir du programme de l'autre. Si dans le programme de Bolsonaro, de la droite, il est question de la mort, nous allons construire le programme de la vie et de la coexistance. Cela ne signifie donc pas ne pas parler de ce dont il parle, mais cela signifie en parler d'une autre manière. Je pense que nous avons eu des difficultés à construire un contrecourant discursif, non pas pour dialoguer mais pour boliser les bases qui étaient nécessaires.

Miguel de Barros : J'en suis arrivé maintenant au point où, avec mes amis brésiliens, je ne dis que c'est une bonne chose et que je pense qu'avec le gouvernement de Bolsonaro, nous allons reculés de sept pas…

Alberto Aleixo : Comme avec Trump, n'est-ce pas ?

Miguel de Barros : Oui, mais après ce processus, le niveau de la conscience va apparaître,

et même les enfants vont parler de choses que personne n'imagine. Plus le temps passe, moins les possibilités de construire des alternatives seront grande. On combat l'adversaire avec des propositions alternatives et non pas à partir de ses propres projets. Les conflits au sein de la droite brésiliens sont suffisants pour qu'ils se détruisent, qu'ils gardent donc leur problème, et pendant ce temps, nous sommes en construction.

Et c'est ce qui doit se passer. Le Portugal a très bien fait ça. Le Portugal est arrivée aux élections avec un gouvernement de droit allié qui n'avait pas la majorité absolue. Ceux de gauche qui ne se parlaient pas, se sont rassemblés et ont formé une majorité parlementaire, ils ont approuvé le programme et formé un gouvernement. Le deuxième parti avec le plus grand nombre de voix est au gouvernement, mais les autres n'y sont pas, ils approuvent les projets au parlement et tous les ans ils se rencontrent pour parler du budget général de l'État, l'augmentation du système national de santé, l'augmentation du système national d'éducation. Économiquement le pays est en pleine croissance. Quand le pays réduisait, coupait tout et avec une politique qui venait de la Banque Mondiale, du FMI, de l'Union Européenne, etc.

Le problème ne se trouve donc pas, de mon point de vue, en possibilité de vaincre une lutte mais le problème est dans la forme avec laquelle nous allons construire notre alternative. Et construire notre alternative par une connaissance de ceux qui se trouvent dans de meilleures conditions pour diriger de programme, où chacun pourra ensuite continuer à jouer son rôle. Par contre, plus il y a de fragmentation, pire est la situation, et c'est ça le plus grand risque que je vois dans le cas du Brésil.

Et je vais te dire une chose, le mouvement de Haddad et de Boulos ne pourra être une alternative que si la coupole est capable d'intégrer des femmes, des noirs et des indigènes. Seulement sous cette condition. Ça ne peut pas être un mouvement élitiste. Le modèle de Lula fait partie du passé, on doit accepter ça et mettre Lula à la place qui lui revient, celle de celui qui a construit un pays plus juste. Lula ne peut être plus l'alternative pour le futur, il ne peut plus. Les temps ont changé et quand les temps changent on doit changer aussi, si non, après, on se fait traîner par les changements qui vont arriver et on ne sera pas les protagonistes de ces changements. L'abordage, l'énergie et le message que Haddad a apporté lors de cette campagne ne sont plus ceux du temps de Lula.

Gabriele Roza : Je ne leur fait pas trop confiance parce que je pense que ce sont des hommes trop blancs pour qu'ils remarquent qu'il faut une innovation dans ce sens-là.

Miguel de Barros : Mais ce n'est pas à eux de remarquer ça, il faut créer des éléments qui permettent la compréhension que cela doit avoir lieu. Le défi des mouvements sociaux ici est d'exiger exactement cette représentativité, pas seulement à la base mais aussi dans la coupole. Et si ça a lieu beaucoup de personne vont agir dans la perspective, en accordant leur confiance à la gauche.

Raquel Paris : Pour finir, je suis certaine que tu connais bien les paradigmes ici, que nous utilisons pour piliers de l'institution, comme le Paradigme de la Puissance et de la Pédagogie de la Coexistence. Pour terminer, je voudrais que tu expliques comment tu voix ces puissances s'articuler au sein de la Guinée ? Comment ces puissances commencent à s'articuler pour créer cet affrontement dans la société mondialisée ?

Miguel de Barros : Il y a trois fins intéressantes en Guinée-Bissau. La Guinée-Bissau du futur, la plus grande conscience sur le patrimoine naturel et culturel des nouvelles générations. Et il y a une sorte de demande à propos de l'environnement, qui s'est maintenant transformée en sujet pour presque tous les mouvements jeunes et féministes**.** C'est peut-être un élément du cadre institutionnel des ONG et qui s'est révélé dans la vision de la nouvelle génération du mouvement féministe et au sein d'un mouvement dans lequel les organisations paysannes ont plus de visibilité. Un autre élément important, c'est que la jeunesse est beaucoup plus qualifiée, elle a plus de propriété sur le pays, elle a une plus grande connexion avec le monde et s'intéresse toujours plus non seulement à la vie politique des partis, mais aussi aux mouvements sociaux.

À partir de là, ils pourront aussi laisser leur héritage générationnel, c'est ce qui est important. Enfin, il y a toujours plus de conscience à propos de la question de l'égalité des genres, qui est aussi toujours plus mise en avant par le mouvement des femmes et par une diaspora toujours plus active, tant du côté politique, mais aussi du point de vue économique et culturel. C'est cette énorme visibilité des femmes, des jeunes qui veulent un pays, une diaspora, des arts, mais aussi une place de choix dans les organisations de plusieurs entités. Ce qui pour moi serait un élément de rassemblement, c'est qu'une vision partagée du futur

doit se faire, c'est ce que nous défendons aujourd'hui.

C'est une question qui s'est insérée dans un cadre institutionnel et politique, et de cette manière, la possibilité qu'il soit soutenu est faible. Mais, grâce à une vision partagée pour la société, en travaillant avec les acteurs politique et la propre diaspora guinéenne, là nous serons plus conséquents et plus effectifs. Je pense que le grand défi que nous avons et qui ne sera pas possible en cas de malheur politique dans quatre ans, doit commencer par la création d'une base à moyen terme, qui sera quelque chose de très favorable et qui va permettre la rénovation des institutions. C'est aussi ça qui va permettre l'idée d'efficacité des politiques publiques elle-même. C'est ce qui va permettre aux personnes de comprendre qu'elles se trouvent dans une position effective plus grande grâce à leur propre participation et c'est ce qui me donne un certain espoir.

Faisant un parallèle avec le cas brésilien, par exemple, aujourd'hui certains sujets très importants sont combattus. Ce qui était plus un consensus entre les structures, même en étant des demandes sociales, par exemple, les quotas pour les noirs dans les universités. Pourquoi je dis ça ? Il y a pour moi un élément structurel. Quand une société ne parvient pas, de manière normale, à garantir des politiques équitables, des politiques affirmatives doivent donc être mises en place, pour au moins ajuster les choses avant une normalisation. Mais en faisant ça, deux logiques doivent être suivies : un compromis générationnel doit être fait, pour ne pas que ce soit seulement quelque chose d'épisodique, d'un gouvernement à la base plus favorable. Ça doit être fait comme un contrat social, je pense. Ce contrat social doit prendre en compte les structures politiques au pouvoir, ici je parle tant des organes qui sont au pouvoir à proprement parlé, que de la justice et y amener aussi le secteur privé. Ils doivent y être. Et dans ce cas, il faut amener également, par exemple, les mouvements sociaux des zones rurales pour construire cette capacité d'effectuation de ces politiques.

L'État ne devrait pas seulement financer, mais aussi exiger du secteur privé qu'il crée des emplois permettant de mettre à profits la propre offre affirmative. La deuxième chose, c'est la nécessité d'avoir la capacité de créer des politiques d'investissement et de promotion culturelle qui permettent de développer la capacité d'égalité de l'université et du marché.

Quand ces dimensions entrent en jeu, un écosystème favorable se crée, autrement dit, la nécessité de sujet politique ne disparaît pas. C'est ce qui est arrivé dans le cas des quotas. C'est ce qui est arrivé dans le cas de la déforestation, et c'est ce qui va se passer maintenant dans le cas des droits reproductifs parce que quand nous avons une alliance politique qui soutient la foi comme sujet politique, qui amène les secteurs les plus rétrogrades et fermés, qui vont supprimer toutes les libertés conquises, mais non garanties. En d'autres mots, un plus grand contrat social, permettant l'engagement des différents acteurs, doit être fait, ensuite il faut protéger les conquêtes.

Interview réalisée en Avril 2019
Colaborateurs : Alberto Aleixo, Gabriele Roza, Gabrielly Pereira e Thaynara Santos
Originel en Portuguais